

COMMUNIQUÉ

En réaction à une campagne médiatique de dénigrement et aux attaques et menaces à l'encontre d'un magistrat du tribunal judiciaire de Bobigny

Le 15 octobre 2026

Depuis plusieurs mois, et à la suite d'une décision de condamnation rendue par une formation correctionnelle collégiale qu'il présidait, un magistrat du tribunal judiciaire de Bobigny fait l'objet d'une campagne médiatique de dénigrement, d'attaques et de menaces le visant personnellement.

Le Conseil supérieur de la magistrature condamne fermement cette campagne et ces attaques, qui, au-delà des implications personnelles majeures pour le magistrat concerné, comportent un risque de déstabilisation et de discrédit de l'institution judiciaire. Or, en démocratie, cette dernière doit pouvoir fonctionner en toute sérénité et légitimité, au service du citoyen.

Le Conseil rappelle par ailleurs que, dans un Etat de droit, les décisions de justice se contestent par l'exercice des voies de recours. Un appel est d'ailleurs pendant à l'encontre de la décision visée.